

12 -02-1997

COMMISSION PERMANENTE DE
CONTROLE LINGUISTIQUE

1000 BRUXELLES
Rue Royale 47
Tél. : 02/500.21.11



Au Collège des Bourgmestre et
Echevins de la ville de Renaix

9600 RENAIX

Votre lettre du

Vos références

Nos références

Annexes

28.044/II/PN
MD/SH

Monsieur le Bourgmestre,

En sa séance du 19 décembre 1996, la Commission permanente de Contrôle linguistique (C.P.C.L.), siégeant sections réunies, a examiné une plainte portant sur les faits suivants:

1. Communications de la ville de Renaix rédigées uniquement en néerlandais dans les hebdomadaires locaux.

Le plaignant donne deux exemples:

- dans De Streekkrant Oudenaarde - Ronse du 8 février 1996, des informations relatives à l'enlèvement des immondices et à l'Etat civil sont publiées uniquement en néerlandais, sous le titre de "Persberichten Stad Ronse";
- dans la revue AZ - Ronse du 1^{er} février 1996, des informations concernant l'enlèvement des immondices et signées "Persberichten Stad Ronse - Dienst informatie" sont publiées uniquement en néerlandais.

Selon la jurisprudence constante de la C.P.C.L. (voir les avis n° 22.215 du 21 février 1991, 23.161 du 22 avril 1992 et 25.116 du 10 novembre 1993), dans les communes de la frontière linguistique, les avis émanant des autorités communales et publiés par la voie de la presse dans un journal distribué "toutes boîtes" à tous les habitants de la commune sont des communications au public qui, conformément à l'article 11, § 2, 2^{ème} alinéa, des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées par arrêté royal du 18 juillet 1966, doivent être établies en français et en néerlandais.

La C.P.C.L. estime dès lors que le premier point de la plainte est fondé dans la mesure où ces communications sont publiées à l'initiative des autorités communales.

2. Les mentions apposées sur les portes des différents services de l'hôtel de ville ne sont établies qu'en néerlandais.

Des avis indiquant les différents services d'une administration communale doivent être considérés comme des communications au public qui, conformément à l'article 11, § 2, 2^{ème} alinéa, précité, doivent être établies en français et en néerlandais dans une commune de la frontière linguistique.

La C.P.C.L. estime dès lors que ce deuxième point de la plainte est fondé.

Elle vous invite à lui communiquer dans un délai de trois mois la suite que vous réservez au point 2 du présent avis.

3. A Renaix, les enfants issus d'écoles gardiennes du régime néerlandais ne peuvent passer au régime français pour l'école primaire.

La C.P.C.L. fait remarquer que ce problème est réglé par la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement; le contrôle de son application est exercé par l'inspection linguistique. La C.P.C.L. n'est pas compétente en la matière.

4. Monsieur le Bourgmestre de Renaix se plaint du fait que des écoles du régime français, situées en Wallonie, envoient des bus scolaires pour amener des enfants de Renaix dans leurs écoles wallonnes.

Le problème du transport des élèves n'étant pas réglé par les lois sur l'emploi des langues en matière administrative, la C.P.C.L. n'est pas compétente en la matière.

Le présent avis est communiqué au plaignant.

Veuillez agréer, Monsieur le Bourgmestre, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Président,

A. VAN CAUWELAERT-DE WYELS